ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 17 juin 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création de la Régie des postes", a donné le 6 juillet 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e juni 1970 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende de oprichting van de Regie der posterijen", heeft de 6e juli 1970 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Dans le préambule de l'arrêté de présentation, la mention de l'avis du Conseil d'Etat doit être omise, cet avis devant être annexé à l'exposé des motifs.

Article 1er.

Selon l'alinéa 1er, il est créé "une personne de droit public distincte de l'Etat, ayant le caractère d'une administration personnalisée".

L'expression "administration personnalisée" relève d'une terminologie employée depuis peu en doctrine et dont la définition n'est pas consacrée par la loi.

Par ailleurs, si la notion d'administration personnalisée désigne une régie dotée de la personnalité juridique (1), son emploi, dans l'article 1er, est superflu, puisqu'il y est dit qu'il est créé une régie dotée de la personnalité juridique.

Enfin, il est inutile de prévoir la création de la Régie "auprès du Ministre ayant les postes, télégraphes et téléphones dans ses attributions". Si l'intention du Gouvernement est d'indiquer par là les attributions particulières de ce Ministre, cette intention est adéquatement exprimée dans l'article 8, § 1er, du projet, selon lequel "La Régie des postes est représentée et gérée par le Ministre ayant le service des postes et des chèques postaux dans ses attributions".

.../...

(1) A. BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, principes généraux, organisation et moyens d'action des administrations publiques (éd. 1954), n°189.

Il est, en conséquence, proposé de rédiger comme suit l'alinéa ler de l'article ler :

"Il est créé, sous la dénomination "Régie des postes", une personne de droit public chargée d'exploiter, selon des méthodes industrielles et commerciales, les services des postes et des chèques postaux".

Article 2.

L'alinéa 2 correspond à l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 26 décembre 1956 qui dispose :

"Le Roi peut charger l'Administration des postes d'autres missions en rapport avec celles que lui confèrent l'article ler et l'alinéa ler du présent article ou que, en raison de son organisation, elle est spécialement apte à remplir dans l'intérêt de la communauté".

L'arrêté royal pris en exécution de cette disposition doit, en vertu de l'article 35 de la loi précitée, être délibéré en Conseil des Ministres.

La loi en projet ne prévoit pas expressément cette délibération.

Si l'intention du Gouvernement était de maintenir cette formalité, le texte devrait le préciser.

La rédaction de l'alinéa 2 pourrait utilement s'inspirer de celle de l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 26 décembre 1956 dont l'abrogation devrait être prévue à l'article 25 du projet.

.../...

A l'alinéa 3, il conviendrait de préciser que le Roi, en autorisant la Régie à payer un intérêt sur les avoirs en compte courant postal, fixe le taux de cet intérêt.

En ce qui concerne la participation de la Régie dans des organismes publics ou des entreprises privées, l'exposé des motifs se borne à indiquer que la Régie peut être amenée "à appliquer des formules particulières de gestion reposant sur la participation dans d'autres entreprises".

Ce commentaire est insuffisant pour éclairer le législateur sur la portée exacte du texte.

Article 8.

Le § 1er, alinéa 3, dispose que le Ministre peut déléguer certains de ses pouvoirs aux fonctionnaires dirigeants de la Régie, sans, toutefois, que l'étendue de la délégation soit autrement précisée.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, les pouvoirs qui peuvent être délégués sont des pouvoirs d'exécution et non les pouvoirs de gestion. Le texte du projet devrait être précisé à cet égard.

Le § 2 prévoit l'institution d'un commissaire général chargé par le Ministre de toute fonction de contrôle et qui fait partie d'office du comité de surveillance.

Le contrôle peut porter sur tous les aspects de l'activité de la Régie : financier, technique, administratif.

.../...

La présence du commissaire général au sein du comité de surveillance n'est pas à l'abri de critique. En effet, dans la mesure où le contrôle ne porte que sur le domaine technique ou administratif, on n'aperçoit pas la nécessité de la présence du commissaire général dans le comité de surveillance, émanation de la Cour des comptes, chargé du contrôle de la comptabilité de la Régie.

Si le contrôle doit s'exercer en matière financière ou comptable, il ne se recommande pas que la personne chargée de ce contrôle au sein de la Régie et pour le compte de celle-ci, fasse partie de l'organisme chargé de contrôler la Régie pour le compte de l'Etat.

*

* *

Il n'y a pas de concordance entre les textes français et néerlandais de l'article 8, en ce qui concerne le nombre des alinéas. La même observation vaut pour l'article 21, § 3.

Article 15.

Cet article correspond à l'article 5 de la loi du 26 décembre 1956 que le projet abroge (article 25).

Les tarifs appliqués par la Régie restent fixés par le Roi mais le projet prévoit que le Ministre pourra y déroger dans les cas prévus par l'alinéa 2 de l'article 15.

Selon cet alinéa, le Ministre pourra, par arrêté motivé, prendre avec certains usagers des conventions particulières prescrivant des taux et des modalités spéciaux.

.../...

L'intention du Gouvernement paraît être d'autoriser la Régie à conclure des conventions particulières avec des usagers importants, mais en subordonnant l'efficacité de ces conventions à l'approbation motivée du Ministre.

Cette intention serait mieux exprimée dans le texte suivant de l'alinéa 2 de l'article 15 :

"L'administrateur général de la Régie des postes peut conclure avec les usagers des postes et des chèques postaux des conventions particulières prévoyant des taux et des modalités spéciaux en fonction, soit de services supplémentaires offerts par la Régie des postes, soit de prestations supplémentaires assurées par l'usager et de nature à réduire le coût des opérations à charge de la Régie. Pour sortir leurs effets, ces conventions doivent être approuvées par le Ministre qui gère la Régie des postes. L'approbation est motivée".

Article 17.

A l'alinéa 1er, le tiret entre les mots droits et redevances doit être remplacé par une virgule.

En ce qui concerne l'alinéa 2, depuis la réforme fiscale de 1963, la distinction entre impôts personnels et impôts réels ne sert plus de fondement à l'application de la législation fiscale. Il conviendrait, dès lors, d'omettre le mot "réels".

Article 18.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 18.-

La Régie des postes a privilège sur la généralité des biens de ses comptables, sous-comptables et préposés quelconques, chargés d'un maniement de deniers publics. Ce privilège s'exerce conformément à la loi du 5 septembre 1807 relative aux droits du Trésor public sur les biens des comptables".

Article 19.

L'alinéa 2 de cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Le Roi prend les mesures de police et de sécurité relatives aux services de la Régie des postes. Il peut conférer à des agents de la Régie des postes la qualité d'agent de la police judiciaire et déterminer les conditions dans lesquelles ils exercent cette fonction".

Article 20.

Dans l'analyse des articles de l'exposé des motifs, il est expliqué au sujet de l'article 20 du projet qu' "il a été jugé nécessaire de reprendre dans la loi créant la Régie des postes les dispositions faisant l'objet des articles 34 à 41 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, dispositions relatives à la déchéance des créances à charge ou au profit de l'Etat.

Il importe, en effet, qu'aucun doute ne puisse subsister sur les droits de la Régie en cette matière".

La loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces a remplacé les dispositions des articles 34 à 41 de

.../...

la loi du 15 mai 1846. En conséquence, il conviendrait que le projet fasse référence à la loi du 6 février 1970.

Article 21.

Au § 3, alinéa 1er, les mots "louage de service" devraient être remplacés par les mots "louage de travail" qui sont employés à l'article 1er, § 1er, de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Alinéa 2. Il n'existe pas une loi du 20 mai 1969 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques. Une loi du 20 mai 1949 a un tel intitulé, mais son article 1er, qui contenait le régime auquel le Gouvernement a l'intention de se référer, a été abrogé par l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1970 (1).

L'intention du Gouvernement devrait s'exprimer comme suit dans l'alinéa 2 du § 3 :

"Ce personnel n'est, toutefois, pas soumis au régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. Il est soumis au régime applicable aux agents de l'Etat en ce qui concerne les allocations familiales, les vacances annuelles, le pécule de vacances et les congés officiels".

.../...

(1) Moniteur belge du 14 février 1970.

Le § 4 devrait être remplacé par la disposition suivante, qui serait insérée au chapitre VI :

"Les mots "Régie des postes" sont ajoutés à l'article 7 de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat, modifié par la loi du 28 avril 1958".

Au § 5, les mots "Sans préjudice du § 4 du présent article" devraient être remplacés par les mots "Sans préjudice des règles applicables en matière de pension".

Article 22.

Le § 2 prévoit que les dispositions statutaires du personnel de l'Administration des postes restent d'application au personnel de la Régie des postes jusqu'au moment où le statut de ce dernier personnel aura été fixé.

Selon les explications des délégués du Gouvernement, les dispositions statutaires actuellement en vigueur ne devront pas nécessairement subsister jusqu'au jour où elles auront été intégralement remplacées par un nouveau statut complet. En attendant l'établissement d'un pareil statut, le Roi trouvera dans l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 le pouvoir d'apporter des modifications partielles aux règles statutaires qui sont actuellement en vigueur.

Le § 3 envisage l'hypothèse où le cadre du personnel de la Régie serait établi avant l'entrée en vigueur de la loi qui crée la Régie. Sauf disposition expresse, ce n'est

.../...

que lors de l'entrée en vigueur de la loi, que le Roi aura le pouvoir de fixer le cadre du personnel.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, il est proposé d'ajouter à l'article 26 un alinéa rédigé comme suit :

"Le Roi a toutefois le pouvoir de fixer, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le cadre du personnel de la Régie des postes, en se conformant aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public".

*

* *

Observation finale.

Sauf en ce qui concerne l'article 8, § 1er, il y aurait lieu de remplacer les diverses expressions désignant le Ministre dont dépend la Régie par une expression unique : "Ministre qui gère la Régie des postes".

Aanhef.

In de aanhef van het indieningsbesluit moet de vermelding van het advies van de Raad van State vervallen; dit advies moet bij de memorie van toelichting worden gevoegd.

Artikel 1.

Volgens het eerste lid wordt er "een publiekrechtelijk rechtspersoon opgericht, onderscheiden van de Staat, die het karakter heeft van een gepersonaliseerd bestuur".

"Gepersonaliseerd bestuur" is een term die pas sedert kort in de rechtsleer wordt gebruikt en waarvan de definitie nog niet door de wet is bevestigd.

Waar anderzijds het begrip gepersonaliseerd bestuur wijst op een regie met rechtspersoonlijkheid (1), is het gebruik ervan in artikel 1 overbodig, want daarin wordt reeds gezegd dat een regie met rechtspersoonlijkheid wordt opgericht.

Tenslotte is het onnodig te bepalen dat de regie wordt opgericht "bij de Minister onder wie de Posterijen, de Telegrafie en de Telefonie ressorteren". Wil de Regering daarmee wijzen op de bijzondere bevoegdheden van die

.../...

---

(1) A. BUTTGENBACH, "Manuel de droit administratif, principes généraux, organisation et moyens d'action des administrations publiques" (uitg. 1954), nr. 189.

Minister, dan moge worden opgemerkt dat die bedoeling voldoende tot uiting komt in artikel 8, § 1, dat bepaalt : "De Regie der Posterijen wordt vertegenwoordigd en beheerd door de Minister die de Postdienst en Dienst der Postchecks onder zijn bevoegdheid heeft".

Derhalve wordt voorgesteld, het eerste lid van artikel 1 als volgt te lezen :

"Onder de benaming "Regie der Posterijen" wordt een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht, belast met het exploiteren, volgens industriële en commerciële methodes, van de Postdienst en van de Dienst der Postchecks".

Artikel 2.

Het tweede lid komt overeen met artikel 3, laatste lid, van de wet van 26 december 1956, dat bepaalt :

"De Koning kan het Bestuur der Posterijen belasten met andere opdrachten in verband met die welke het door het eerste artikel en door het eerste lid van dit artikel toegewezen krijgt, of welke het op grond van zijn organisatie bijzonder geschikt is in het belang van de gemeenschap uit te voeren".

Het koninklijk besluit dat ter uitvoering van die bepaling wordt vastgesteld, moet krachtens artikel 35 van de eerdervermelde wet in Ministerraad overlegd worden.

De ontwerp-wet voorziet daarin niet uitdrukkelijk.

Ligt het in de bedoeling van de Regering die formaliteit in stand te houden, dan moet de tekst dat met zoveel woorden zeggen.

.../...

Bij de redactie van het tweede lid kan gevoeglijk worden uitgegaan van die van artikel 3, laatste lid, van de wet van 26 december 1956 in de opheffing waarvan zou moeten worden voorzien in artikel 25 van het ontwerp.

In het derde lid dient te worden bepaald dat de Koning, als hij de Regie machtigt om een rente uit te keren op tegoeden in rekening-courant bij de post, ook het bedrag van die rente bepaalt.

Wat de deelneming van de Regie in openbare instellingen of particuliere ondernemingen betreft, hierover zegt de memorie van toelichting alleen dat de Regie genoopt kan worden "tot het invoeren van bijzondere beheersformules berustend op de participatie in andere ondernemingen".

Deze commentaar is niet voldoende om de wetgever in te lichten over de juiste strekking van deze tekst.

Artikel 8.

Paragraaf 1, tweede lid, tweede volzin, zegt dat de Minister "bepaalde zijner bevoegdheden kan overdragen aan de leidende ambtenaren van de Regie", maar hoever die overdracht van bevoegdheid reikt, is nergens gezegd.

Naar aan de Raad van State is verklaard, kunnen alleen uitvoeringsbevoegdheden en geen beheersbevoegdheden worden overgedragen. De tekst zou in dat opzicht moeten worden verduidelijkt.

Paragraaf 2 voorziet in de benoeming van een commissaris-generaal door de Minister "belast met iedere controlefunctie"; deze maakt ambtshalve deel uit van het controlecomité.

.../...

De controle kan betrekking hebben op alle aspecten van de activiteit van de Regie, zowel financiële, technische als administratieve.

Tegen het feit dat de commissaris-generaal deel uitmaakt van het controlecomité kan wel bezwaar worden gemaakt. In zover de controle alleen betrekking heeft op technische of administratieve aangelegenheden is het immers niet duidelijk waarom de commissaris-generaal zitting dient te hebben in het controlecomité, hetwelk een emanatie is van het Rekenhof, belast met de controle op de comptabiliteit van de Regie.

Moet controle worden uitgeoefend inzake financiën of boekhouding, dan is het niet geraden dat hij die met die controle bij de Regie en voor haar rekening belast is, deel uitmaakt van het orgaan dat op de Regie toezicht dient te houden voor rekening van de Staat.

*

* *

In de Nederlandse en de Franse tekst heeft artikel 8 niet het zelfde aantal alinea's. Dat is ook het geval met artikel 21, § 3.

Artikel 15.

Dit artikel komt overeen met artikel 5 van de wet van 26 december 1956, hetwelk door het ontwerp wordt opgeheven (artikel 25). De door de Regie toe te passen tarieven worden voort door de Koning vastgesteld, maar het ontwerp stelt dat de Minister ervan kan afwijken in de gevallen bepaald in het tweede lid van artikel 15.

.../...

Volgens dat lid mag de Minister bij gemotiveerd besluit met sommige gebruikers bijzondere overeenkomsten afsluiten "waarbij speciale tarieven en modaliteiten vastgesteld worden".

Het wil de Raad van State voorkomen dat de Regering het zo bedoelt dat de Regie met belangrijke gebruikers bijzondere overeenkomsten mag afsluiten, met dien verstande dat die overeenkomsten maar uitwerking kunnen hebben na met redenen omklede goedkeuring van de Minister.

Dat voornemen kan beter tot uiting komen als het tweede lid van artikel 15 als volgt wordt geredigeerd :

"De algemeen beheerder van de Regie der Posterijen mag met de gebruikers van de post- en postcheckdiensten bijzondere overeenkomsten afsluiten waarin bijzondere tarieven en regelen worden vastgesteld naargelang de Regie der Posterijen bijkomende diensten verstrekt of de gebruiker bijkomende prestaties verricht waardoor de kosten van de verrichtingen voor de Regie worden verlaagd. Opdat die overeenkomsten uitwerking kunnen hebben, moeten zij worden goedgekeurd door de Minister die de Regie der Posterijen beheert. De goedkeuring wordt met redenen omkleed".

Artikel 17.

In het eerste lid vervange men het woord "heffingsrechten" door de woorden "rechten, retributies".

In verband met het tweede lid moge worden opgemerkt dat sedert de belastinghervorming van 1963 geen onderscheid meer gemaakt wordt tussen persoonlijke en zakelijke belasting voor de toepassing van de belastingwetgeving. Men schrappe derhalve het woord "reële".

.../...

Artikel 18.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 18.-

De Regie der Posterijen heeft voorrecht op alle goederen van haar rekenplichtigen, onderrekenplichtigen en andere aangestelden belast met het behandelen van 's Rijks gelden. Dat voorrecht wordt uitgeoefend overeenkomstig de wet van 5 september 1807 betreffende de rechten van de Staatskas op de goederen van de rekenplichtigen".

Artikel 19.

Het tweede lid van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De Koning stelt de politie- en veiligheidsmaatregelen betreffende de diensten van de Regie der Posterijen vast. Hij kan aan ambtenaren van de Regie der Posterijen de hoedanigheid van agent van gerechtelijke politie verlenen en de voorwaarden bepalen waaronder zij dat ambt uitoefenen".

Artikel 20.

In de memorie van toelichting, "ontleding van de artikelen", is in verband met artikel 20 gezegd :

"Het werd noodzakelijk geacht in de wet die de Regie der Posterijen opricht, de bepalingen te hernemen, die het voorwerp zijn van de artikel 34 à 41 van de wet van 15 mei 1846 op de boekhouding van de Staat en die betrekking hebben op het verval van vorderingen ten laste of ten voordele van de Staat.

.../...

Het komt er inderdaad op aan, dat geen enkele twijfel kan bestaan nopens de rechten van de Regie op dat gebied".

De wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provinciën heeft de bepalingen van de artikelen 34 tot 41 van de wet van 15 mei 1846 vervangen. Het ontwerp zou dan ook moeten verwijzen naar die wet van 6 februari 1970.

Artikel 21.

In § 3, eerste lid, vervange men de woorden "contracten van dienstverhuring" door "arbeidsovereenkomsten". De term "arbeidsovereenkomst" is gebruikt in artikel 1, § 1, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Tweede volzin. Er is geen wet van 20 mei 1969 "die de toepassing van het regime van de maatschappelijke zekerheid uitbreidt tot sommige arbeiders tewerkgesteld door de openbare besturen". Een wet van 20 mei 1949 heeft wel een zodanig opschrift, maar artikel 1 van die wet, dat de regeling bevatte waarnaar de Regering bedoelt te verwijzen, is opgeheven bij het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1970 (1).

---

(1) Belgisch Staatsblad 14 februari 1970.

De bedoeling van de Regering zou als volgt moeten worden weergegeven in een tweede lid van § 3 :

"Dit personeel valt echter niet onder de regeling betreffende de kinderbijslag voor werknemers. Het is onderworpen aan de regeling die voor het Rijkspersoneel geldt inzake kinderbijslag, jaarlijkse vakantie, vakantiegeld en officiële verlofdagen".

Paragraaf 4 zou moeten worden vervangen door de volgende bepaling,die in hoofdstuk VI kan worden ingevoegd :

"Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare instellingen en der regieën ingesteld door de Staat, gewijzigd bij de wet van 28 april 1958, wordt aangevuld met de woorden "Regie der Posterijen".

In § 5 vervange men de woorden "Onverminderd § 4 van onderhavig artikel" door de woorden "Onverminderd de ter zake van het pensioen geldende regelen".

Artikel 22.

Paragraaf 2 bepaalt dat "de statutaire bepalingen van het personeel van het Bestuur der Posterijen van toepassing blijven op het personeel van de Regie der Posterijen tot op het ogenblik waarop het statuut van laatstgenoemd personeel zal vastgesteld zijn".

.../...

Naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, zullen de thans geldende statuutbepalingen niet noodzakelijk moeten blijven bestaan tot de dag waarop zij geheel zullen zijn vervangen door een nieuw volledig statuut. In afwachting daarvan zal de Koning op grond van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 de thans geldende statuutregelen gedeeltelijk kunnen wijzigen.

Paragraaf 3 voorziet in het geval dat het personeelskader van de Regie mocht zijn vastgesteld vooraleer de wet die de Regie opricht, in werking treedt. Behoudens uitdrukkelijke bepaling zal de Koning het personeelskader maar kunnen vaststellen bij de inwerkingtreding van de wet.

Ten einde de bedoelingen van de Regering weer te geven, vulle men artikel 26 aan met een als volgt geredigeerd lid :

"De Koning kan echter, vooraleer deze wet in werking treedt, het personeelskader van de Regie der Posterijen vaststellen overeenkomstig het bepaalde in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut".

*

* *

Slotopmerking.

Behalve wat artikel 8, § 1, betreft, zouden de diverse uitdrukkingen ter aanwijzing van de Minister onder wie de Regie ressorteert, moeten worden vervangen door een en dezelfde term "Minister die de Regie der Posterijen beheert".

La chambre était composée de

Messieurs : G.VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G.CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : G.ARONSTEIN, assesseurs de la section
de Heren : de législation,
F.RIGAUX, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

R.DECKMYN, greffier du Conseil d'Etat.
griffier van de Raad van State.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) R.DECKMYN. (s.) G.VAN BUNNEN.